

SECOND AMENDMENT
DES DÉLÉGUÉS DU JAPON
À L'ARTICLE VII
(ARTICLE V DU PROJET ANGLO-ALLEMAND).

ARTICLE VII.

La juridiction japonaise, à l'égard des procès civils dans lesquels des sujets ou citoyens seront parties, et à l'égard des infractions dont lesdits sujets ou citoyens seront inculpés, sera soumise aux stipulations ci-après :

1. Les tribunaux de première instance (*Chihosaibansho*), les Cours d'Appel (*Kosoin*), et la Cour Suprême (*Daiishinin*) devront être composés en majorité de juges de nationalité étrangère.

Le nombre des juges d'une Cour d'Appel sera supérieur à celui des juges d'un tribunal de première instance, et le nombre des juges de la Cour Suprême sera supérieur à celui des juges d'une Cour d'Appel.

2. Aucun juge ayant pris part à la décision d'un tribunal inférieur ne pourra siéger dans un tribunal supérieur jugeant la même affaire.

3. Les jugements rendus par les tribunaux composés d'un seul juge (*Kusaibansho*) seront sujets à appel devant un tribunal collégial de première instance.

4. Les jugements rendus par les tribunaux collégiaux de première instance seront sujets à appel devant une Cour d'Appel.

5. Les jugements rendus par les Cours d'Appel seront sujets à pourvoi pour erreur de droit devant la Cour Suprême.

6. Huit tribunaux de première instance seront établis dans les villes ci-après :

- 1) Yokohama ;
- 2) Hakodaté ;
- 3) Niigata ;
- 4) Kobé ;
- 5) Kioto ;
- 6) Yamaguchi ;
- 7) Nagasaki ;
- 8) Nagoya.

SECOND AMENDMENT
PROPOSED BY THE JAPANESE
DELEGATES TO ARTICLE VII
(ARTICLE V OF THE ANGLO-GERMAN DRAFT).

ARTICLE VII.

In respect of Japanese jurisdiction in civil law suits to which subjects or citizens are parties, and in respect of criminal offences with which subjects or citizens may be charged, the following special stipulations shall come into force :

1. The Courts of First Instance (*Chihosaibansho*), the Courts of Appeal (*Kosoin*), and the Supreme Court (*Daiishinin*) shall be so constituted that a majority of the judges shall be of foreign nationality.

The number of judges in a Court of Appeal shall be larger than that of the judges in a Court of First Instance, and the number of judges in the Supreme Court shall be larger than that in a Court of Appeal.

2. No judge who has taken part in the decision of a lower court shall sit in appeal in the same case as a member of a higher court.

3. From all decisions given by judges sitting alone (*Kusaibansho*) an appeal shall lie to the Collegiate Courts of First Instance.

4. There shall be an appeal from the decision of the Collegiate Courts of First Instance to the Courts of Appeal.

5. From the decision of the Courts of Appeal there shall be an appeal on ground of error in law to the Supreme Court.

6. Eight Courts of First Instance shall be established at the following places, namely :

- 1) Yokohama.
- 2) Hakodate.
- 3) Niigata.
- 4) Kobe.
- 5) Kioto.
- 6) Yamaguchi.
- 7) Nagasaki.
- 8) Nagoya.

Le siège desdits tribunaux pourra être changé si l'utilité en est reconnue par l'expérience.

Deux Cours d'Appel seront établies dans les villes suivantes :

- 1) Tokio ;
- 2) Osaka.

La Cour Suprême siégera à Tokio.

7. Les juges de nationalité étrangère siégeant dans lesdits tribunaux collégiaux de première instance seront choisis parmi les membres des Cours d'Appel et délégués par le Président de la Cour Suprême à la fin de l'année judiciaire pour l'année suivante.

8. Les procès civils où les sujets ou citoyens seront parties, lorsque le montant ou l'objet de la demande dépassera directement ou indirectement la somme de 100 yen, seront jugés par les tribunaux collégiaux de première instance. Tout litige d'une valeur indéterminée pouvant dépasser 100 yen, sera jugé par le susdit tribunal collégial.

9. Lesdits tribunaux collégiaux de première instance jugeront tous les délits et crimes dont les sujets ou citoyens seront accusés ou prévenus.

10. L'instruction de toute action correctionnelle ou criminelle sera confiée à un juge de nationalité étrangère.

11. Dans tous procès comportant l'intervention du Ministère public, les fonctions de ce dernier seront remplies par un magistrat de nationalité étrangère.

12. Les audiences seront publiques, sauf le cas où le tribunal en ordonnera autrement pour les motifs énoncés au procès-verbal.

13. La langue officielle desdits tribunaux sera la langue japonaise.

La langue anglaise, comme la plus répandue au Japon, sera déclarée langue étrangère judiciaire de ces tribunaux.

Les autres langues étrangères seront toutefois admises et reconnues dans les actes et la correspondance des tribunaux.

Les sentences, arrêts, jugements, avis, etc, ainsi que tous autres actes émanant des tribunaux, seront rendus et communiqués aux parties

A change may be made in the seat of the above Courts, should experience render it desirable.

Two Courts of Appeal shall be established at the following places, namely

- 1) Tokio.
- 2) Osaka.

The Supreme Court shall sit at Tokio.

7. The judges of foreign nationality in the above mentioned Collegiate Courts shall be members of a Court of Appeal, and shall be determined for the ensuing year by the President of the Supreme Court before the end of every judicial year.

8. Civil suits to which subjects or citizens are parties, and in which the amount directly or indirectly involved, or the value directly or indirectly in dispute exceeds yen 100, shall be heard by a Collegiate Court of First Instance. Any claim for an indefinite sum or an object of indefinite value which may exceed yen 100 shall be heard by the above mentioned Collegiate Court.

9. All delicts and crimes with which subjects or citizens may be charged shall be tried by the above mentioned Collegiate Courts of First Instance.

10. The preliminary examination in a criminal case shall be conducted by a judge of foreign nationality.

11. In all cases where the public prosecutor intervenes he shall be a foreigner appointed, especially for the purpose.

12. Trials shall be conducted in open court, except when the court otherwise determines for reasons to be stated in the minutes of proceedings.

13. The official language of the said courts shall be the Japanese language.

The English language, as the language in most extensive use in Japan, shall be declared to be the foreign judicial language of these courts.

Other foreign languages shall, however, be admitted and recognized in the documents and correspondence of the courts.

The sentences, decrees, judgments, opinions, etc, as well as all other documents emanating from the courts, shall be delivered and

dans le texte authentique anglais.

La communication des actes mentionnés au paragraphe précédent devra toutefois être faite avec accompagnement d'une traduction conforme dans la langue étrangère que les parties ou les accusés indiqueront comme leur étant la plus familière.

Lorsque les juges de nationalité étrangère d'un tribunal et les parties en cause appartiendront à d'autres nationalités que la nationalité anglaise ou américaine, les débats pourront être conduits dans la langue européenne choisie d'un commun accord, la langue anglaise demeurant toutefois obligatoire pour la publication des actes et pour leur communication éventuelle à un tribunal supérieur.

A chacun des tribunaux seront attachés des interprètes compétents et des traducteurs assermentés et nommés d'office.

Les tribunaux seront tenus d'accepter tous les documents qui leur seront adressés dans une langue européenne quelconque et ne pourront exiger des parties la présentation de la traduction anglaise, laquelle devra être faite par les soins et aux frais des tribunaux.

La correspondance officielle des tribunaux entre eux se fera en langue anglaise.

14. Les sujets ou citoyens auront toujours la faculté de comparaître en personne devant toutes les juridictions. Mais des avocats japonais connaissant la langue des tribunaux seront attachés à chaque tribunal ; et chaque fois que des sujets ou citoyens seront poursuivis pour délit ou pour crime, ils seront, à défaut d'un avocat par eux choisi, assistés sur leur requête d'un avocat nommé d'office exerçant son mandat à titre gratuit et connaissant la langue du tribunal.

15. Dans tous les cas, le choix des avocats sera absolument libre. Tout sujet ou citoyen qui prouvera, à la satisfaction des autorités qui contrôlent l'admission au barreau japonais, qu'il a qualité pour pratiquer dans les tribunaux de son pays, et que son caractère quant à l'honneur et à l'intégrité est à l'abri de tout reproche, sera apte à être admis comme

communicated to the parties in the authentic English text.

In the communication, however, of the documents mentioned in the preceding paragraph, such documents must be accompanied by a correct translation in the foreign language which the parties to the suit, or the accused, shall specify as the language with which they are most familiar.

When the judges of foreign nationality of a court and the parties to a suit belong to nationalities other than English or American, the proceedings may be conducted in that European language which is chosen by common consent. The English language shall, however, remain the language which must be used in the publication of decisions and for their eventual communication to a higher court.

Every court shall be furnished with competent interpreters and officially appointed translators, who shall be sworn in.

The courts shall be bound to accept all documents which may be addressed to them in any European language whatever, and cannot require the parties to present an English translation, which must be done by and at the expense of the courts.

The official correspondence of the courts between themselves shall be conducted in the English language.

14. subjects or citizens shall have the right of appearing in person in all courts, but there shall be attached to the aforesaid courts Japanese advocates conversant with the language of the courts, and when subjects or citizens are charged with delicts or crimes, they shall, in case they have not selected advocates for themselves, on their request be provided gratuitously with advocates conversant with the language of the court.

15. In all cases the choice of advocates shall be absolutely free. Any subject or citizen who shall prove to the satisfaction of the authorities who control the admission to the Japanese bar that he is entitled to practice in the courts of his own country, and that his character for honor and integrity is beyond reproach shall be entitled to be admitted as an

avocat au barreau japonais.

16. Dans le cas où le Gouvernement Impérial Japonais établirait par la suite des tribunaux assistés de jurés, le jury sera composé en majorité d'étrangers pour les affaires dans lesquelles les sujets ou citoyens se trouveront impliqués comme accusés.

17. Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage, dans tous les cas où un sujet ou citoyen serait condamné à la peine capitale, à recommander à Sa Majesté l'Empereur d'user de Son droit de grâce pour la commutation de la peine.

18. Des mesures spéciales seront prises pour la détention des prisonniers étrangers.—Les règlements des prisons seront communiqués au Gouvernement en même temps que les Codes mentionnés à l'Article IV. Toutes les fois qu'un changement auxdits règlements sera jugé nécessaire, ce changement sera communiqué sans délai au ministre à Tokio.

advocate to the Japanese bar.

16. In case the Japanese Government establishes trial by jury, the jury when subjects or citizens are prosecuted shall consist of a majority of foreigners.

17. The Japanese Government engages in all cases where a subject or citizen may be condemned to capital punishment to recommend him to the mercy of His Majesty the Emperor for the commutation of his sentence.

18. Special provisions for the confinement of foreign prisoners shall be made, and the regulations shall be communicated to the Government at the same time as the Codes mentioned in Art. IV. Should any change be found necessary in these regulations, it shall be communicated without delay to the Minister at Tokio.

PROTCOLE N^o 21.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1887.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

- Pour le Japon :
Le Comte Inouyé et M. Aoki ;
- Pour la France :
M. Sienkiewicz ;
- Pour l'Autriche-Hongrie :
Le Comte Charles Zaluski ;
- Pour la Grande-Bretagne :
Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen
- Pour l'Italie :
M. de Martino ;
- Pour la Belgique :
M. Neyt ;
- Pour les Etats-Unis d'Amérique :
M. Hubbard ;
- Pour l'Allemagne :
M. von Holleben et M. Zappe ;
- Pour la Russie :
M. Schévitch ;
- Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark :
M. van der Pot ;
- Pour l'Espagne :
M. Delavat ;
- Pour Hawaii :
M. Irwin ;
- Pour le Portugal :
M. Loureiro ;
- Pour la Confédération suisse :
M. von Holleben.

M. Schévitch dépose sur la table de la Conférence une proposition portant sur le paragraphe 17 de l'Article VII, relatif aux exécutions capitales, en se réservant d'en donner lecture et de la développer ultérieurement lorsque l'on abordera la question à laquelle se réfère cette proposition.

PROTOCOL N^o 21.

MEETING OF THE 23RD FEBRUARY, 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present :

- For Japan :
Count Inouye and Mr. Aoki ;
- For France :
Mr. Sienkiewicz ;
- For Austria-Hungary :
Count Charles Zaluski ;
- For Great Britain :
Sir Francis R. Plunkett and Mr. Hannen ;
- For Italy :
Mr. de Martino ;
- For Belgium :
Mr. Neyt ;
- For the United States of America :
Mr. Hubbard ;
- For Germany :
Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;
- For Russia :
Mr. Schévitch ;
- For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark :
Mr. van der Pot ;
- For Spain :
Mr. Delavat ;
- For Hawaii :
Mr. Irwin ;
- For Portugal :
Mr. Loureiro ;
- For the Swiss Confederation :
Mr. von Holleben ;

Mr. Schévitch laid on the table of the Conference a proposition in regard to paragraph 17 of Article VII relating to executions, reserving to himself the right of reading it and developing it later on when the question to which this proposition referred came up for discussion.